

Questions orales

crates et aux diverses entreprises qui profiteront de ce programme?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup le conseil du député. Je reconnais certainement qu'il parle au nom des étudiants partout au Canada.

Je leur ferai remarquer que personne ne parle mieux en leur nom que le gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Je signale que le programme qui encourage les jeunes à rester à l'école et le programme Défi sont très directs et pratiques. Ils poursuivront dans la voie que nous avons suivi jusqu'ici, par exemple le programme d'alternance travail-études et d'autres choses que le député approuve, je pense.

Il est très important que nos jeunes restent à l'école jusqu'à la fin de leurs études secondaires, sans quoi ils n'atteindront jamais le niveau postsecondaire. En restant à l'école plus longtemps, surtout dans les régions moins développées, ils contribueront aussi au développement régional.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la même ministre.

J'aimerais demander à la ministre pourquoi le rapport de son comité consultatif, intitulé *Le chômage régional au Canada—Un pays en déséquilibre* et achevé en novembre, n'a-t-il été déposé et présenté aux Canadiens que ce mois-ci?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le comité consultatif peut publier ses rapports quand bon lui semble. J'ai reçu le rapport la semaine dernière. Il contient des idées intéressantes. Lorsque j'aurai eu la chance de l'examiner plus à fond, je serai heureuse d'en faire rapport à la Chambre.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, les proches collaborateurs de la ministre ont participé à cette étude. Ils savaient déjà, en novembre dernier, à quel point les Canadiens seraient durement frappés par les mises à pied de VIA, les réductions de l'assurance-

chômage et la diminution des subventions à l'enseignement postsecondaire. Pourquoi l'a-t-on caché aux Canadiens?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, cette question ne me semble pas différente de la première. Voyons si je peux formuler ma réponse autrement.

Le rapport qui a été rédigé par le conseil consultatif et qui m'a été présenté la semaine dernière appartient au conseil consultatif. Je serais très ennuyée à l'idée qu'il appartiendrait à mes proches collaborateurs parce que le conseil est un organisme indépendant. Je pense que le député sera d'accord pour dire qu'il est bien qu'il en soit ainsi.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Elle concerne les bureaux d'examen de l'endettement agricole qui jouent un rôle d'intermédiaire très important dans la gestion de l'endettement agricole, mais dont le mandat doit expirer à la fin de mars 1991.

Sachant cela, un certain nombre d'employés et de conseillers de valeur de ces bureaux craignent naturellement de perdre leur emploi. Comme le besoin auquel répondent ces bureaux existe toujours et que ces employés ont beaucoup d'expérience, le ministre peut-il dire s'il a l'intention de prolonger le mandat de ces organismes au-delà de mars 1991?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme le député le sait, ces bureaux fonctionnent très bien. Je crois que plus de 70 p. 100 des cas qui leur ont été soumis ont été résolus et que le nombre total de cas est supérieur à 8 000.

Ce programme a remporté un tel succès que nous serions en faveur de sa prolongation.

Je dois cependant rappeler au député qu'un important examen des politiques agricoles est actuellement en cours. L'un des domaines sur lesquels porte cet examen concerne la gestion et le financement des exploitations agricoles.